

Chez Air France et Airbus comme dans toute la filière, refusons de payer leur crise !

7 500 suppressions de poste annoncées par Air France, 15 000 chez Airbus, 3 000 chez Daher, des milliers de suppressions en perspective dans les entreprises de la filière : le patronat veut nous faire payer la crise.

Le coronavirus a bon dos : à Air France une « restructuration » était déjà prévue dès 2019 ; à Airbus Defence & Space, alors même que le carnet de commandes est bien garni, un plan de suppression d'emplois était déjà en cours, mais le virus sert de prétexte pour l'aggraver ; à Latécoère les plans de restructuration se succèdent depuis longtemps... Cela fait des années que la direction d'Airbus a restreint les investissements en R&D, accru la pression sur les sous-traitants, les poussant à délocaliser leur activité, afin de pouvoir accroître les dividendes versés aux actionnaires.

Le gouvernement a choisi d'arroser les patrons avec des milliards d'euros. Officiellement pour limiter les pertes d'emplois : mais il laisse la direction d'Air France licencier à sa guise et se prépare à accorder de nouvelles faveurs à la direction d'Airbus. Le patronat veut profiter de la crise, qui est certes réelle, pour faire la restructuration dont il rêve depuis longtemps.

Non au chantage

Derichebourg Aeronautics a ouvert la voie du chantage, en utilisant l'arme du mal nommé Accord de performance collective : acceptez des pertes de salaires jusqu'à 500 euros, sinon je lance un PSE sur 700 emplois ! Alors même que le groupe Derichebourg se porte très bien. Un syndicat a cédé à ce chantage, mais rien ne garantit qu'un PSE ne suivra pas...

DSI, une entreprise prétendument sociale, a, elle aussi, imposé un APC. Chez Airbus, la direction veut négocier un APC, qui accompagnerait le plan de suppressions d'emploi. Et elle a le culot de dire que, vu que la réduction d'effectif annoncée n'est pas proportionnelle à celle de production, elle fait donc un gros effort. C'est oublier les CDD et les missions d'intérim non renouvelés, les contrats de prestataires supprimés, c'est à dire des milliers d'emplois liquidés en douce ! Sans parler de tous les jeunes qui voient s'envoler la promesse d'une embauche...

Avec les profits passés et à venir

Airbus a dégagé en 2019 un bénéfice opérationnel de près de 7 milliards d'euros. Beaucoup d'entreprises de la filière ont elles aussi dégagé du profit. À nous d'imposer que les profits d'hier garantissent aujourd'hui les emplois. D'imposer en particulier le partage du temps de travail : puisque l'activité baisse, baissions les cadences et réduisons les horaires. Et bien sûr sans baisse de salaire. Cela, nous pouvons l'imposer aux patrons par une lutte coordonnée à l'échelle de toute la filière !

Il faut réorienter l'économie, mais pas sur le dos des travailleurEs !

Beaucoup sont conscients que face au réchauffement climatique l'accroissement continu du transport aérien est une impasse, même en « verdissant » les avions. Au-delà du transport aérien, c'est tout le système économique qu'il faut revoir. Mais on ne peut pas confier cette mutation à des directions obnubilées par la production de dividendes !

Au-delà du refus de payer la crise du système, se pose de façon urgente l'intervention de l'ensemble des travailleurEs dans les choix économiques.

Des milliers de travailleurEs d'Airbus Toulouse ont défilé le 8 juillet contre le plan de leur direction. Nous nous en réjouissons, tout comme de la grève de quatre jours chez Derichebourg pour protester contre l'APC qu'on leur impose. Mais il nous faut dépasser le « boîte par boîte » et agir à l'échelle de toute la filière, et même au-delà, pour imposer un changement de politique.

Le NPA65, Tarbes, le 16 juillet 2020.